

Les députés wallons ne veulent pas d'une "liste noire" à "L'Avenir"

La restructuration au sein des Éditions de l'Avenir, où des licenciements secs devraient être annoncés la semaine prochaine (LLB du 13/2), a fait l'objet d'un débat d'actualité, mercredi, au Parlement wallon. Pour les parlementaires régionaux et pour le ministre-Président Willy Borsus (MR), "il ne peut être question de liste noire". "Que des journalistes soient menacés ou sanctionnés pour ce qu'ils ont écrit, c'est un scandale. J'espère que cette information ne se vérifiera pas", s'est emporté le chef de groupe socialiste, Pierre-Yves Dermagne. "Jamais nous n'accepterons que l'on vire ceux qui ont fait leur travail", a renchéri le député MR – et ancien journaliste de la RTBF – Olivier Maroy. "La presse est un pilier de la démocratie qu'il faut respecter et défendre, leur a répondu Willy Borsus. Solennellement, je vous l'assure : il ne pourra être question, à quelque moment que ce soit, de quelque liste que ce soit."